

## LES FAITS MARQUANTS DE COPENHAGUE MARDI, 15 DÉCEMBRE 2009

La cérémonie de bienvenue du segment de haut niveau a eu lieu mardi soir. Tard dans la soirée, les séances plénières de clôture de l'AWG-LCA et de l'AWG-KP ont été organisées. Tout au long de la journée, des groupes de contact et des consultations informelles se sont tenus pour examiner une série de questions parmi lesquelles les conséquences potentielles et d'autres questions dans le cadre de l'AWG-KP, l'action concertée à long terme dans le cadre de l'AWG-LCA et le Conseil du Fonds pour l'Adaptation, dans le cadre de la CdP / RdP.

### CÉRÉMONIE DE BIENVENUE DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Lars Løkke Rasmussen, Premier ministre du Danemark, a déclaré que la présence d'un nombre aussi important d'illustres invités constitue une promesse d'un accord ambitieux, équitable et efficace sur le climat. Il a souligné que «le monde retient littéralement son souffle» et a appelé les dirigeants du monde à traduire la dynamique politique actuelle en «un moment décisif du changement.» Il a invité tous les dirigeants du monde à adopter un accord qui touchera tous les aspects de la société et qui comprend des décisions en vertu des deux voies de négociation.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a parlé de la longue route qui a conduit à ce «moment "décisif"» et a déclaré que «nous sommes ici aujourd'hui pour écrire un avenir différent.» Il a appelé à un accord équitable, ambitieux et global, précisant que cela signifie: davantage de cibles d'atténuation à moyen terme ambitieuses de la part des pays industrialisés, plus d'actions de la part des pays en développement pour limiter la croissance des émissions en-dessous du «niveau habituel», un cadre d'adaptation pour tous les pays, le financement et la technologie d'appui, et une gouvernance transparente et équitable. Il a décrit le financement comme un élément clé, se félicitant du consensus qui est en train de se dégager parmi les pays développés sur la fourniture d'environ 10 milliards \$ US par an au cours des trois prochaines années pour le lancement du Fonds de Copenhague. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré que l'objectif est de poser les bases d'un traité juridiquement contraignant sur le climat le plus tôt possible en 2010, et a indiqué que, tant qu'un tel accord n'est pas conclu, «le Protocole de Kyoto demeure le seul instrument juridiquement contraignant qui capte les engagements de réduction», et qu'en tant que tel, «doit être maintenu.»

Soulignant les possibilités d'un échec, au cas où les parties maintiennent les positions tranchées et ralentissent les progrès avec des formalités, la présidente de la CdP, Hedegaard, a parlé du "compromis" comme étant le mot clé pour les prochains

jours. Elle a appelé les pays à faire les grands pas et à prendre l'engagement de livrer un accord, rappelant aux délégués que «nous sommes responsables de ce que nous faisons, mais aussi pour ce que nous ne réussissons pas à faire.»

Yvo de Boer, Secrétaire exécutif de la CCNUCC, a rappelé que mardi était le deuxième anniversaire de l'adoption de la Feuille de route de Bali et a souligné que "maintenant, le moment est arrivé de passer aux actes." Il a indiqué qu'il y a eu quelques progrès mais «pas suffisamment tôt pour célébrer la réussite." Boer a observé que des bases ont été posées pour une mise en œuvre rapide des mesures d'atténuation, de l'adaptation, de la coopération technologique, des finances, de REDD et du renforcement des capacités. Soulignant que 115 dirigeants du monde ne viennent pas à Copenhague pour rentrer avec «les mains vides», il a exhorté les parties à résoudre les questions en suspens.

Son Altesse Royale Charles, le Prince de Galles a déclaré qu'«une solution partielle aux changements climatiques n'est pas une solution du tout.» Il a mis en relief l'importance des partenariats entre les gouvernements, les entreprises, les ONG et la société civile, et a déclaré que le moyen le plus rapide et le moins coûteux de lutter contre les changements climatiques consiste à protéger les forêts tropicales.

Wangari Maathai, Prix Nobel de la Paix et Ambassadrice de l'ONU pour la paix, a déclaré qu'aucune conférence ne se termine avec "un document parfait", et a souligné la nécessité de trouver un terrain d'entente fondé sur l'équité, l'honnêteté, la transparence et la responsabilité. Elle a appelé les délégués à surmonter «un héritage de méfiance», soulignant la nécessité pour un accord de Copenhague de fournir une structure de gouvernance fondée sur la responsabilité entre les donateurs et les bénéficiaires.

### AWG-LCA

**ACTION CONCERTÉE À LONG TERME :** La séance plénière de clôture de l'AWG-LCA a eu lieu mercredi matin à 4h45.

Zammit Cutajar, le président, a expliqué que les travaux de l'AWG-LCA sont organisés sous forme d'un «ensemble» et étaient en train d'être présentés comme une «décision de base de la CdP» et une série de décisions thématiques (FCCC/AWG/LCA/2009/L.7 & Add.1-9). Il a souligné que ceci est sans préjudice de la forme juridique du résultat et que «rien n'est convenu tant que tout n'est pas convenu». Il a souligné que l'objectif est de transmettre les textes à la séance plénière de Conférence des Parties.

Zammit Cutajar, le président, a décrit la «décision de base» (FCCC/AWGLCA/2009/L.7), comme certains des éléments les «moins mûres» de l'ensemble. Il a expliqué que le paragraphe du préambule a été ajouté au cours de la journée sur les circonstances particulières des pays à économie en transition.

Il a indiqué que les consultations ministérielles informelles n'ont apporté aucune contribution aux sections de la «décision de base de la CdP» où des espaces avaient été réservés, et que les paragraphes de la version précédente ont par conséquent été réintroduits. Il a déclaré qu'il a tenté d'indiquer les points de désaccord en mettant entre crochets certaines parties du texte, mais que ces indications de divergence n'étaient «pas suffisantes» et que des consultations ont par conséquent dû être organisées au cours des dernières heures sur cette question. Il a ensuite demandé aux États-Unis d'indiquer la manière dont leurs points de vue pourraient être mieux reflétés.

Pour ce qui est de l'atténuation par les pays développés, les États-Unis ont demandé de mettre entre guillemets les chiffres qui traduisent une échelle totale des réductions d'émissions, et d'insérer une option «x» entre crochets et une note de bas de page expliquant que «x» est égal à la somme des réductions par les parties.» Les États-Unis ont souligné la nécessité d'une structure qui est «très différente» du Protocole de Kyoto, basé sur une structure ascendante et sur des actions mises en œuvre au niveau national. S'agissant de l'atténuation par les pays en développement, les États-Unis a proposé de mettre entre crochets l'ensemble de la section du en insérant les mots «option 1». Le délégué a appelé à l'insertion de l'«option 2» qui se compose des «alternatives proposées par les parties», soulignant que cela donne une idée claire des différentes manières de réfléchir à ce problème», et de la nécessité des «révisions fondamentales.»

L'Algérie a demandé l'examen de chaque décision incluse dans l'ensemble. De nombreuses parties ont alors exprimé leur préoccupation concernant les textes et ont fourni des propositions détaillées pour les changements, en se concentrant d'abord sur le document FCCC/AWGLCA/2009/L.7. Le Soudan, au nom du G-77/Chine, a suggéré de mettre entre crochets texte de la section sur le financement, en particulier en ce qui concerne les engagements des pays développés pour le financement à court terme. Le Bangladesh, au nom des PMA, avec la République unie de Tanzanie et les Îles Cook, au nom de l'AOSIS, a proposé une référence aux préoccupations particulières des PMA, des PEID et des pays africains, dans le texte sur l'adaptation. La Norvège et le Mexique ont indiqué que leurs propositions sur les modalités de financement devraient être reflétées intégralement. Le délégué de la Bolivie a souligné, entre autres, les propositions de texte de son pays sur une vision commune et sur les peuples autochtones. Le Japon a fait part des «sérieuses préoccupations» concernant entre autres, l'atténuation et le résultat juridique. L'UE a souligné la nécessité de faire connaître leurs préoccupations à la présidente la CdP sur certaines questions, dont la question d'une solution juridiquement contraignante et l'atténuation.

Zammit Cutajar, le président, a souligné que les parties auront la possibilité de poursuivre les discussions dans le cadre de la CdP, et les a exhortés de s'accorder sur la transmission des textes à l'étape supérieure. Après que les parties aient continué à fournir des propositions détaillées visant modifier le texte, il a indiqué qu'il y a eu tellement de suggestions de modification qu'il serait impossible de reproduire les textes à temps pour la séance plénière de la CdP. Le Brésil a insisté sur la nécessité de transmettre le texte à la CdP et le Costa Rica s'est dit disposé à entamer des négociations à «autre niveau».

À 6h 30, le président Zammit Cutajar a proposé, et les parties ont convenu, d'adopter l'ensemble comme une «question en suspens», et de donner aux parties la possibilité d'exprimer leurs réserves.

**RAPPORT DE LA SESSION:** Les parties ont adopté le rapport de la session (FCCC/AWGLA/2009/L.6). De nombreuses parties ont remercié le président pour son dévouement au travail. Zammit Cutajar, le président, a clos la séance à 6h 50.

## AWG-KP

**NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE L'ANNEXE I:** Dans la soirée, la séance plénière de l'AWG-KP s'est réunie pour faire le point des progrès accomplis à ce stade. Ashe, le président, a expliqué qu'après la séance plénière, il convoquerait un groupe de contact pour examiner le rapport de l'AWG-KP à la CdP / RdP.

Le co-président Wollansky a présenté un rapport sur les travaux du groupe sur les réductions d'émissions de l'Annexe I, et a souligné que bien que le groupe n'a pas été en mesure de résoudre de nombreux problèmes, il a réduit les options sur des questions telles que la durée et le nombre de périodes d'engagement, et a également examiné des questions pertinentes pour les engagements des parties à l'Annexe I concernant l'intégrité environnementale.

Le vice-président Dovland a fait le compte rendu des travaux du groupe sur les "autres questions". À propos du panier des questions méthodologiques, il a parlé d'un accord sur les Lignes directrices 2006 du GIEC pour les Inventaires nationaux des gaz à effet de serre, d'un texte plus propre sur les paramètres communs, mais aussi de l'absence d'un consensus sur l'inscription de nouveaux gaz à effet de serre. À propos des mécanismes de flexibilité, il a signalé l'impossibilité d'épurer l'ensemble du texte.

Smith, le co-animateur, a rendu compte des travaux du groupe dérivé sur l'UTCATF, indiquant que le groupe était parvenu à un stade où il faut prendre de grandes décisions politiques.

Concernant le groupe de contact sur les conséquences potentielles, le co-président Ure a identifié trois points de désaccord en instance: la définition des pays pour lesquels les conséquences potentielles seront les plus sévères; les directives en matière d'établissement des rapports et la création d'un forum permanent par le biais du Comité de conformité et / ou des communications nationales, pour faire face aux conséquences potentielles.

L'Inde a attiré l'attention sur les "différences substantielles" restantes et les «grandes quantités» de texte entre crochets, soulignant que cela constitue une preuve que la voie de l'AWG-KP a pris du retard. L'Inde a observé que le texte, dans son état actuel, ne peut pas être soumis aux ministres. La Suisse a relevé le manque de clarté sur la voie à suivre et a souligné l'importance d'une gestion transparente du processus par ses dirigeants. L'Algérie a fait part de ses doutes sur la transparence du processus.

Ashe, le président, a observé que le processus de rédaction est axé sur les parties, et qu'il rendrait compte des préoccupations à la présidente de la CdP.

**RAPPORT DE L'AWG-KP À LA CdP / RdP:** Tard dans la soirée, un groupe de contact présidé par le Ashe s'est réuni pour examiner le rapport de l'AWG-KP à la CdP / RdP. L'Afrique du Sud, au nom du G-77/Chine, a suggéré que les parties poursuivent le travail sur le texte pendant une journée supplémentaire, parallèlement aux réunions ministérielles. Plusieurs pays développés ont demandé des éclaircissements sur ce qui doit être examiné et ont noté que le texte tel qu'il se présente pourrait nécessiter du travail supplémentaire. Toutefois, ils ont exprimé leur préoccupation que cette demande pourrait préjuger de la décision de la présidente de la CdP / RdP sur la façon de procéder et ont souligné les difficultés qu'engendrerait à ce stade, la combinaison des procédés techniques et politiques. Les Parties ont suggéré que le président Ashe fasse rapport à la plénière CdP / RdP que le texte pourrait nécessiter plus de travail technique et qu'il revient à la CdP / RdP d'accorder plus de temps à l'AWG-KP pour y travailler ou pour définir une autre voie à suivre pour aller de l'avant.

La question a par la suite été examinée à la plénière de clôture de l'AWG\_KP. Ashe, le président, a brièvement exposé ses consultations sur la question. Il a parlé de l'accord pour annexer les projets de textes, reflétant ainsi les récentes discussions, au rapport de la session et de les transmettre à la CdP / RdP. Les Parties ont également convenu que le projet aurait besoin de

travail supplémentaire sur les questions en suspens et ont décidé de recommander à la CdP / RdP de considérer la manière de procéder à un examen plus approfondi du projet de texte.

**RAPPORT DE LA SESSION:** Les Parties ont adopté le rapport de la session (FCCC/KP/AWG/2009/L.14). L'Afrique du Sud, au nom du G-77/Chine, a souligné que le texte aurait besoin d'un travail technique approfondi et que certaines questions essentielles de l'AWG-KP nécessiteraient des consultations au niveau politique. Ashe, le président a clos la séance à 00h 07.

### **GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES**

**ACTION CONCERTÉE À LONG TERME (AWG-LCA):** Au cours d'une réunion de bilan du groupe de contact sur l'action concertée tenue dans la matinée, Zammit Cutajar, le président, a présenté une série de textes, dont une nouvelle version du projet de "décision de base de la CdP, »ainsi que les projets de décisions thématiques sur l'adaptation, les finances, la technologie et le renforcement des capacités. Il a également présenté plusieurs projets de texte thématiques sur l'atténuation, y compris: un mécanisme pour les mesures d'atténuation adaptées au plan national (MAAN); la REDD-plus, les conséquences économiques et sociales des mesures de riposte; les diverses approches pour améliorer le rapport coût-efficacité des mesures d'atténuation; et les approches sectorielles et les actions sectorielles dans l'agriculture.

Zammit Cutajar, le président, a expliqué que le projet de préambule de décision la de base de la CdP et les premiers paragraphes traitent de la question d'une vision commune et qu'il n'y a pas de texte distinct sur une vision commune. Zammit Cutajar, le président, a également défini les domaines abordés à travers les consultations ministérielles informelles, notamment: un objectif à long terme de réductions des émissions globales; l'atténuation par les pays développés, les MAAN des pays en développement ;les questions d'échange et les combustibles de soute des secteurs de transports aériens et maritimes internationaux; et plusieurs questions liées aux finances, notamment les sources et l'échelle du financement, les caractéristiques mesurable, vérifiable et notifiable de l'aide, et les engagements des pays développés à fournir des fonds. Zammit Cutajar, le président a par la suite expliqué brièvement le texte de la décision de base et les textes thématiques.

Uosukainen, le co-animateur, a présenté le nouveau texte des co-animateurs sur les finances. Il a indiqué que le texte cherche à capter l'essence des discussions sur les institutions financières, et a parlé du texte sur un éventuel comité de haut niveau des finances pour aider la Conférence des Parties, ainsi que d'un fonds ou mécanisme pour le climat.

Zammit Cutajar, le président, a suggéré de reporter le débat de fond sur les textes aux consultations informelles de l'après-midi. La Turquie a souligné la nécessité de tenir compte des intérêts des pays développés avec des circonstances nationales particulières. Le Soudan, au nom du G-77/Chine, a demandé s'il y aurait une possibilité pour le groupe d'examiner les orientations émanant des consultations informelles ministérielles de haut niveau. Zammit Cutajar, le président, a expliqué que toute orientation politique émanant des consultations ministérielles informelles sera partagée.

Le BANGLADESH a appelé à la mention d'un traitement spécial pour les PMA et les PEID, comme énoncé par la Convention et le PAB. Le délégué a indiqué que le résultat de Copenhague devrait également comprendre un centre international d'adaptation, des centres régionaux et un guichet d'adaptation au titre de la Convention. Singapour a déclaré que le texte contenait des propositions qui ne sont pas acceptables pour sa délégation.

L'UE a demandé pourquoi la mention d'un calendrier pour la conclusion d'un accord juridiquement contraignant, a été omise dans le texte, et a souligné que, bien que des mesures immédiates doivent être prises, l'intention n'est pas d'établir des "mécanismes fragmentaires épars" mais d'encadrer les institutions et architecture post-2012 par un instrument

juridiquement contraignant dès que possible en 2010. Le président Zammit Cutajar a souligné l'importance de la fixation d'échéanciers pour les travaux ultérieurs. L'UE, avec l'Australie, a également souligné la nécessité d'avoir un texte sur les approches de marché, identifiant les nouveaux mécanismes de marché comme étant un problème "central". Le président Zammit Cutajar a expliqué que ce texte avait été laissé de côté en raison d'une consultation ministérielle informelle en son intention, mais qu'il serait inclus.

La BARBADE a déploré la "manière inégale" du traitement des questions controversées, notant que le texte contenait des références aux mesures de riposte mais qu'aucune référence aux PMA et aux PEID n'y était incluse. Le délégué a également souligné l'importance de l'objectif mondial à long terme pour les réductions des niveaux d'émissions et la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre, en cours de discussion au niveau ministériel. Il a fait état de son intention de reprendre la question de la forme juridique des résultats en séance plénière.

Le BELARUS et la FEDERATION DE RUSSIE ont souligné le besoin d'intégrer un texte rendant compte des circonstances nationales particulières des pays à économie en transition de l'annexe I, la FEDERATION DE RUSSIE, ajoutant que la question doit être traitée avant la transmission des textes à la Conférence des Parties.

Mettant l'accent sur les alinéas 1 (b) (i) et 1 (b) (ii) du PAB, portant sur les mesures d'atténuation devant être prises par les pays industrialisés et les pays en développement, le BRESIL, appuyé par la CHINE, a souligné la nécessité d'un examen équilibré des questions posées. Le délégué a déploré le fait que des réunions ministérielles sur l'atténuation par les pays en développement aient été programmées sans qu'aucun progrès n'ait été enregistré sur l'atténuation par les pays industrialisés. La CHINE a déclaré que les discussions ministérielles doivent être transparentes et équilibrées en termes de sujets abordés.

Le VENEZUELA a souhaité en apprendre davantage au sujet de la relation entre les consultations ministérielles sur les "questions les plus délicates" et le texte de l'AWG-LCA, posant la question de savoir qui allait produire les textes consacrés à ces questions, et soulignant, qu'à son avis, le président de la Conférence des Parties aurait besoin d'être chargé, par les parties, d'élaborer ces textes. Le président Zammit Cutajar a indiqué que les consultations ministérielles officielles pourraient produire "des orientations politiques" mais pas de texte.

Le président Zammit Cutajar a indiqué qu'il consulterait les parties, à titre informel, dans l'après-midi, pour identifier les questions de fond, telles que celles de l'adaptation et des hydrofluorocarbures, où des progrès pouvaient encore être réalisés. Il a reconnu que diverses parties avaient des préoccupations à cet égard mais a fait remarquer que "nous avons eu deux ans à notre disposition et nous devons finir aujourd'hui." Il a précisé qu'il était "dêçu" de l'état des textes et a expliqué qu'en raison du nombre de questions en suspens, il n'était pas possible pour lui de tenter de nettoyer le texte avec les parties. Le président Zammit Cutajar a indiqué que les alternatives auraient été, soit de tenir, dans le courant de l'après-midi, des consultations informelles sur les questions où des progrès pourraient encore être réalisés, soit de transmettre à la CdP, les textes en l'état. Il a également rappelé aux parties qu'elles pouvaient toujours faire part de leurs préoccupations à la plénière de la CdP.

**COMITE DIRECTEUR DU FONDS D'ADAPTATION (CDP/RDP):** Dans le groupe de contact sur le Comité directeur du Fonds d'adaptation, les coprésidents ont introduit un texte de projet de décision et une proposition de texte encourageant les pays de l'annexe I à augmenter leurs contributions au Fonds d'adaptation. Les parties ont convenu de transmettre le texte du projet de décision à la CdP/RdP.

**CONSEQUENCES POTENTIELLES (AWG-KP):** Dans la matinée, le coprésident Ure a ouvert le groupe de contact sur les conséquences potentielles, faisant observer qu'étant donné

que les coordinateurs du G-77/Chine et de l'UE ne sont pas en mesure de participer à la réunion, aucun débat de fond ne sera entrepris.

Le CANADA a déclaré être préoccupé du fait que "le texte soit devenu plus compliqué" et a fait part de sa réserve quant à la transmission du texte dans sa forme actuelle. Le coprésident Ure a indiqué qu'il informera le président de l'AWG-KP de ces préoccupations et qu'il transmettra le texte à la plénière de l'AWG-KP consacré au bilan de la situation.

**QUESTIONS DIVERSES (UTCATF) (AWG-KP):** Au cours de la dernière séance du sous-groupe sur l'UTCATF, les parties ont discuté des options concernant le texte sur l'exploration d'une couverture plus complète des terres dans la comptabilisation des sources anthropiques et des puits d'absorption.

**QUESTIONS DIVERSES (MECANISMES DE SOUPLESE) (AWG-KP):** Le vice-président Dovland a présenté un nouveau projet de décision de la CdP/RdP sur les mécanismes de souplesse. L'ARABIE SAOUDITE, appuyée par le KOWEIT, a fait objection à l'omission, dans un nouveau projet de texte, de leurs propositions sur la part des fonds et sur la répartition régionale. Le vice-président Dovland a affirmé que l'omission a été commise par inadvertance et que les propositions figureront dans la révision de texte.

L'AUSTRALIE, appuyée par le CANADA, a proposé de placer le texte du préambule portant sur les mécanismes en tant que compléments aux actions nationales, dans la partie exécutoire du texte, et d'y insérer ensuite l'option de maintenir le statu quo. Grenade, au nom de l'AOSIS, la JAMAÏQUE, le PEROU et le BRESIL, contrés par la NORVEGE et l'ARABIE SAOUDITE, ont apporté leur appui au maintien du texte dans le préambule. La NOUVELLE ZELANDE a proposé d'insérer dans le préambule, une formulation de rechange rappelant la définition de la complémentarité dans la décision 2/CMP.1 (principes, nature et portée des mécanismes de souplesse). Au sujet de la section du texte consacrée à la complémentarité, le BRESIL, appuyé par le PEROU mais contré par le JAPON et l'ARABIE SAOUDITE, a proposé de préciser que le recours aux mécanismes de souplesse est plafonné à 30%.

Au sujet de l'amélioration de la répartition régionale, l'ARABIE SAOUDITE a réitéré sa proposition que la disposition exemptant les PEID du paiement de la taxe d'enregistrement et de la part des fonds, ainsi que celle instituant un quota pour les projets hébergés dans les PMA, dans les PEID et dans les pays africains, devrait être étendue à tous les pays en développement comptant moins de dix projets enregistrés. GRENADE, appuyée par le PEROU et l'UE, mais contrée par l'OUGANDA, a souhaité la suppression du paragraphe exemptant les PEID du paiement des droits et retenant l'option permettant le report du paiement des taxes pour les parties comptant moins de dix projets enregistrés, faisant observer que l'exonération de tous les pays disposant de moins de dix projets, risquait d'avoir un impact négatif sur le fonctionnement du conseil exécutif du MDP. Le JAPON et le CANADA ont souligné la nécessité de préciser que le versement serait reporté à la première émission des Unités de réductions certifiées des émissions (URCE).

Au sujet du paragraphe appelant à l'établissement d'un quota, le CANADA, appuyé par le JAPON, s'est opposé à la détermination d'un pourcentage précis d'URCE devant provenir des pays comptant moins de dix projets MDP, et le JAPON a préféré utiliser "encourager les parties que "décider d'" utiliser les URCE en provenance de ces pays. L'ETHIOPIE, appuyée par le MALI, a noté que le texte rendait déjà compte d'un compromis et a préféré garder le texte tel quel. L'ETHIOPIE, contrée par de nombreux pays, mais soutenue par l'Ouganda, a proposé que ce quota s'applique aux pays qui comptaient moins de dix projets durant la première période d'engagement. La NOUVELLE ZELANDE a proposé de concevoir les paragraphes de cette section du texte sous forme d'un menu d'options parmi lesquelles les ministres pourraient choisir un ou plusieurs paragraphes. Le vice-président Dovland a signalé que c'était la dernière réunion du groupe de contact et que les discussions se

poursuivraient dans le cadre du rapport de l'AWG-KP à la CdP/RdP.

### DANS LES COULOIRS

"La journée la plus mouvementée jusque là", voilà comment de nombreux participants ont décrit la journée du second mardi de la Conférence de Copenhague sur le changement climatique. De nombreux délégués sont arrivés au Bella Center déjà fatigués de leur travail jusqu'aux petites heures du matin. Plusieurs groupes de rédaction avaient continué à travailler jusque tard dans la nuit, lundi et certains d'entre eux, comme par exemple le groupe sur le financement, de l'AWG-LCA, s'étaient poursuivis jusqu'au mardi matin. Les délégués devaient être à nouveau maintenus au labeur jusqu'à bien après minuit, l'AWG-KP et l'AWG-LCA tentant, tous deux de conclure leurs travaux, de prendre leurs décisions concernant le contenu à transmettre à la CdP et à la CdP/RdP en guise de résultats de leurs travaux, et de tenir leurs séances plénières de clôture.

Pendant la journée, dans leur course entre les groupes de contact, les consultations ministérielles informelles et les consultations officieuses d'experts, certains délégués se sont plaints qu'il était "extrêmement difficile" de suivre le déroulement des choses. Les consultations informelles à composition non limitée du président de la CdP, tenues l'après-midi, semblent avoir apporté une certaine aide, les parties y ayant entendu des rapports sur les discussions menées dans les consultations ministérielles informelles. Au sujet du financement, par exemple, il a été signalé que la question des chiffres relatifs au financement à long terme, celle du barème des contributions et celle des pays devant y contribuer ont continué à être autant de points de divergence. S'agissant de l'objectif à long terme de réduction des émissions, les consultations auraient porté sur des questions telles que le niveau de limitation de la hausse des températures moyennes et le point de savoir si cela devait être 1,5 ou 2 ° C. Au sujet des mesures d'atténuation à prévoir pour les pays en développement, des divergences ont persisté, notamment sur la nature, la définition et la portée des MAAN. Les consultations informelles ministérielles sur les réductions des émissions des pays industrialisés dans le cadre de l'AWG-KP aurait tenté d'examiner la manière d'élever le niveau d'ambition des objectifs de l'Annexe I, mais les divergences bien connues ont persisté et les choses n'y ont pas beaucoup avancé.

A l'extérieur du Bella Center, les longues files ont continué à affluer vers le comptoir d'inscription et les organisations observatrices y étaient en train d'essayer de s'habituer à gérer leur nombre à travers le système de badges secondaires. Des décisions difficiles ont dû être prises pour déterminer ceux dont la présence était "très importante." Comment puis-je dire à la directrice de mon organisation qu'elle ne sera pas en mesure d'accéder au Bella Center pour ses réunions, a demandé un représentant d'ONG. Des observateurs étaient également «extrêmement préoccupés» par ce qu'ils ont qualifié de manque de transparence, à ce stade crucial des négociations.

Pendant la journée, l'ambiance dans les négociations a parfois été décrite comme étant tendue et les délégués ont semblé frustrés, notamment en raison de la quantité des questions complexes encore sur la table, la persistance de divergences fondamentales entre les pays et la date butoir qui approche rapidement. Alors que l'AWG-KP a pu clôturer sa dixième session, juste après minuit, la séance plénière de clôture de l'AWG-LCA a été reportée au petit matin, certaines parties ayant eu de "gros problèmes" de transmission des propositions de textes destinées à la CdP. "Je ne peux pas croire que nous n'avons même pas encore ouvert la séance plénière, a soupiré un négociateur aux alentours de 4h00 du matin : "Cela n'augure rien de bon." Beaucoup de ceux qui craignent l'échec comptent, cependant, sur les paroles du Secrétaire général des Nations Unies lors de la conférence de presse qu'il a donnée plus tôt dans la soirée: "Nous sommes ici pour réussir et non pour échouer." Le nombre des dirigeants mondiaux ayant répondu positivement à prendre part à cette conférence est sans précédent et montre qu'il existe une volonté politique et l'engagement nécessaire à la réussite.